



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

L'ACTIVITÉ FÉMININE DÉTERMINE LA CONSOMMATION DE REPAS HORS DOMICILE

Les modes de consommation de repas ont varié non seulement avec l'évolution des revenus des ménages mais aussi avec les transformations du travail féminin. Le recours à la main-d'oeuvre féminine a accompagné le développement des services dans l'économie, induisant un transfert des tâches domestiques vers la sphère marchande. De ce fait, on observe une importance croissante des dépenses de repas hors domicile ainsi qu'un plus fort degré d'élaboration des produits alimentaires achetés pour être consommés à domicile.

Dans ce contexte, on s'intéresse aux comportements de consommation de repas des ménages français, et notamment à leurs choix entre repas au foyer et repas à l'extérieur, et entre diverses formes de restauration. Une analyse microéconomique permet d'expliquer ces arbitrages en fonction des variables économiques (prix des repas, niveau de revenu du ménage, déterminants du salaire potentiel de la femme) et des facteurs socio-démographiques (composition de la famille par âge et par genre).

Dépenses croissantes en repas hors domicile en France

La croissance des dépenses alimentaires des ménages en France dans les dernières décennies est due au fort développement des repas pris hors domicile. Selon les enquêtes "Consommation alimentaire" menées par l'INSEE entre 1969 et 1991, la part des dépenses hors foyer dans le budget alimentaire total n'a cessé de croître, passant de 11% à 20%. L'arrêt de cette enquête en 1991 et l'absence de source alternative ne permettent pas d'actualiser les séries. Les données disponibles les plus récentes indiquent une part budgétaire¹ du même ordre de grandeur dans les années 90 : l'enquête "Budget de famille" de l'INSEE donne un coefficient budgétaire de 18% en 1995, et l'enquête "Comportements alimentaires des Français" du CREDOC une valeur de 19% en 1997. Elles montrent également que le modèle traditionnel de repas persiste, privilégiant la consommation au foyer et des repas constitués de plusieurs plats, même pour les jeunes générations. En 1997, près de 80% des individus déjeunent chez eux tous les jours de semaine, cette proportion atteignant 90% pour le dîner.

En 1991, la dépense moyenne des ménages en consommations hors domicile atteint 5 725 F. Le nombre moyen de repas pris à l'extérieur la semaine de l'enquête (invitations incluses) est de 2,8 par personne, contre seulement 1,9 en 1969. Les repas sont pris plus souvent à l'extérieur à Paris qu'en province (4,8 repas par semaine et par

personne contre 2,7). 70% de ces repas sont des déjeuners, pris majoritairement les jours de travail, alors que la consommation de dîners hors foyer intervient plutôt le week-end. L'activité professionnelle de la femme conditionne le mode d'alimentation : la part budgétaire des repas à l'extérieur atteint 22% dans les ménages où la femme est active sur le marché du travail, contre 11% dans les ménages où elle ne l'est pas.

L'importance de la part de la consommation de repas hors domicile en France doit être replacée dans le contexte international. La France figure, avec l'Italie et la Suède, parmi les pays ayant les plus faibles coefficients budgétaires. Selon les données de ménages disponibles pour chaque pays, les parts de dépenses varient entre 16% en Italie en 1996 et 28% en Grande-Bretagne en 1999, confirmant que les pays européens se situent très en deçà des Etats-Unis (38% en 1998).

Ces variations dans les comportements de consommation alimentaire sont-elles le reflet de différences d'impact des variables économiques et/ou de l'hétérogénéité des ménages ? Le revenu et l'activité féminine constituent-ils les principaux déterminants de la consommation hors foyer comme le concluent la plupart des études nord-américaines ? Quels autres facteurs permettent de caractériser la consommation de repas en France ? Est-il justifié de traiter la consommation hors domicile comme un bien homogène ainsi que le font la quasi-totalité des travaux, ou peut-on mettre en évidence plusieurs segments de demande ?

¹ les expressions soulignées sont définies dans le glossaire.

Un cadre théorique pour analyser les déterminants de la consommation de repas

L'analyse micro-économique de ces questions s'inscrit dans le cadre de la "théorie révisée du choix des ménages" de Becker. Cette théorie a pour point de départ la prise en compte du temps non rémunéré. Elle débouche sur le modèle de production domestique. Dans ce contexte, le choix entre un repas au foyer, nécessitant beaucoup de temps non rémunéré, et un repas à l'extérieur comportant davantage de biens et services marchands est fonction des coûts relatifs de production, soit la valeur du temps de l'individu qui effectue la production domestique et le prix des services substitués sur le marché. Dans la mesure où le temps de la femme reste la principale source de temps productif non rémunéré dans le ménage, sa répartition et l'activité professionnelle féminine constituent un élément fondamental des choix de consommation. L'enquête "Emplois du temps" 1998-99 de l'INSEE montre en effet la persistance des inégalités selon le sexe dans l'accomplissement du travail domestique, et en particulier dans les activités liées aux repas.

La majorité des études sur la consommation de repas en liaison avec l'activité féminine ont été effectuées sur données nord-américaines et sont basées sur l'estimation de fonctions de dépense dérivées du modèle de production domestique. Ces travaux permettent de mesurer l'effet du revenu sur la demande de repas hors domicile, et de prendre en compte le coût d'opportunité du temps des membres du ménage. Dans le cas français, on complète ces modèles de demande en introduisant les effets des prix. L'estimation est menée sur les données de l'enquête "Consommation alimentaire" de 1991, peu récentes mais qui sont les seules permettant de calculer les prix des repas (encadré). Afin d'étudier l'effet de l'activité féminine sur les modes de consommation de repas, on a sélectionné un sous-échantillon de 2 012 ménages constitués d'au moins un couple. Cette consommation a été définie selon trois critères : lieu de restauration, moment de consommation et prix du repas. On a ainsi retenu sept types de repas : déjeuners au restaurant selon trois niveaux de prix (<40 F, 40-60 F, ≥ 60 F) ; dîners au restaurant; repas à la cantine d'entreprise, à la cantine scolaire et au domicile.

Les repas hors domicile réagissent peu au revenu et aux prix

La consommation de repas hors domicile en France est peu sensible au revenu : ce sont des biens nécessaires, quels que soient le lieu et le moment de consommation (tableau 1). On obtient ainsi le même résultat que dans

Données et méthode

L'enquête "Consommation alimentaire" de 1991 porte sur 10 000 ménages, avec un taux de réponse de 64%. Les données relatives aux approvisionnements en produits alimentaires et aux repas sont relevées pendant sept jours consécutifs à l'aide d'un carnet de compte. L'information disponible sur les repas comprend le lieu de restauration, la dépense et le nombre de convives correspondant. Le coût d'opportunité du temps de la femme est introduit par l'intermédiaire du niveau d'éducation (inférieur au bac, niveau bac, supérieur au bac) et du statut professionnel (salariées à temps plein, à temps partiel, indépendantes et aides familiales, femmes au foyer, chômeuses, retraitées). La composition familiale est prise en compte par neuf variables combinant l'âge et le sexe des membres du ménage et exprimées en proportion du nombre total d'individus dans le ménage. Sont également introduites des variables décrivant le niveau d'équipement, la région, la saison, le type d'habitat et la disposition d'un jardin potager.

Pour chaque ménage, on estime un modèle de demande de type QUAIDS qui relie les parts budgétaires de chaque type de repas aux logarithmes de leurs prix et à celui de la dépense alimentaire totale. Un terme quadratique de dépense permet d'obtenir une meilleure description des comportements de consommation de repas. Le coût d'opportunité est introduit de façon linéaire, de même qu'un ensemble de variables socio-démographiques prenant en compte l'hétérogénéité des ménages.

L'estimation des paramètres du système permet de calculer les élasticités de la demande de repas par rapport à la dépense alimentaire totale, au revenu, aux prix et donne directement les effets du coût d'opportunité et des variables socio-démographiques sur les parts budgétaires. Les coefficients d'élasticité sont évalués en différents points de l'échantillon : point moyen, 1er et 4ème quartiles de la distribution du revenu des ménages.

les travaux menés sur données nord-américaines. Parmi les lieux de restauration considérés, les consommations au restaurant (déjeuners et dîners) sont les plus élastiques au revenu (élasticités > 0,25). De plus, lorsque leur revenu augmente, les ménages orientent plutôt leur consommation vers les déjeuners les plus chers. La consommation dans les cantines scolaires présente l'élasticité la plus faible, vraisemblablement très contrainte par la scolarisation obligatoire des enfants et l'activité professionnelle féminine.

Tableau 1 - Elasticités de la demande de repas

		Elasticités-revenu	Elasticités-dépense alimentaire totale			Elasticités-prix directes
Lieux de restauration		point moyen	point moyen	1 ^{er} quartile	4 ^{ème} quartile	point moyen
Restaurant	Déjeuners < 40 F	0,31	1,80	2,01	1,63	-0,47
	Déjeuners 40-60 F	0,33	1,88	1,99	1,78	-0,27
	Déjeuners ≥ 60 F	0,39	2,27	3,97	1,69	-0,59
	Dîners	0,25	1,42	1,63	1,28	-0,59
Cantine d'entreprise		-0,05	-0,29	-0,36	-0,40	-0,44
Cantine scolaire		0,14	0,83	0,91	0,66	-0,52
Domicile		0,16	0,93	0,91	0,94	-0,08

En gras : paramètres estimés statistiquement significatifs à un seuil ≥ 10%.

L'élasticité de la demande de repas par rapport à la dépense décroît selon le niveau de revenu du ménage : la consommation en repas à l'extérieur des ménages les plus riches (4ème quartile) est moins sensible à des variations de la dépense totale alimentaire que celle des ménages les plus pauvres (1er quartile). Ceci confirme la plus grande sensibilité de la structure de la consommation de repas hors domicile au budget alimentaire chez les ménages les plus pauvres.

Les élasticités-prix directes montrent que la consommation de repas est peu sensible à leur prix à chaque moment et lieu de restauration (entre -0,27 et -0,59), et notamment à domicile (-0,08). Les élasticités-prix croisées (non présentées ici) indiquent des effets nets de substitution entre repas au foyer et repas au restaurant. Lorsque le prix du repas au domicile augmente, la préférence est plus grande pour les repas à l'extérieur qui, dans ce cadre théorique, économisent du temps. Par rapport aux déjeuners, les dîners au restaurant se substituent dans une moindre mesure aux repas au foyer, probablement parce qu'ils sont davantage associés aux loisirs. Les repas à la cantine d'entreprise se substituent aux déjeuners les plus chers au restaurant lorsque le prix de ces derniers s'accroît.

Importance de la valeur du temps et de l'activité de la femme

Un niveau d'éducation supérieur de la femme favorise la consommation du ménage au domicile

Les ménages dans lesquels la femme a un niveau d'éducation supérieur (par rapport au baccalauréat) consacrent une part moindre de leur budget aux déjeuners les moins chers au restaurant (-1 point) et une part plus importante de plus de 3 points aux repas au domicile (tableau 2). Selon ce résultat, le coût d'opportunité du temps féminin aurait un effet plus marqué sur la consommation au foyer que sur les repas à l'extérieur. Cet effet inattendu laisse supposer que les aliments achetés pour la consommation à domicile diffèrent par leur qualité et leur degré d'élaboration selon l'éducation de la femme.

Les repas dans les cantines sont très sensibles à l'activité féminine

L'influence du statut professionnel féminin s'observe particulièrement sur la part budgétaire consacrée par le

Glossaire

Le *modèle de production domestique* correspond à l'utilisation de la théorie de la firme pour un ménage représenté comme une unité de production. Dans ce cadre, les biens consommés sont obtenus au moyen d'une fonction de production domestique combinant les ressources du ménage en temps non marchand et en biens de marché. On en déduit les comportements d'allocation du temps et la demande de biens.

Le *coût d'opportunité du temps* désigne la valeur du temps d'un individu. Si celui-ci est engagé dans une activité professionnelle, le coût d'opportunité est égal au salaire perçu. Sinon, il est équivalent au salaire potentiel, i.e. celui que l'individu percevrait sur le marché du travail au vu de son niveau d'éducation et de ses qualifications professionnelles.

Le *coefficient ou la part budgétaire* d'un bien représente la dépense allouée à ce bien dans le budget total.

Les *coefficients d'élasticité de la demande* par rapport au revenu, à la dépense totale ou aux prix donnent les variations relatives de la demande par rapport aux variations relatives du revenu, de la dépense totale ou des prix. Les valeurs des élasticités-revenu permettent de classer les biens en biens nécessaires ou de luxe. Les biens sont dits *nécessaires* (resp. de luxe) lorsque leur élasticité par rapport au revenu est inférieure à 1 (resp. supérieure à 1), ce qui signifie qu'un accroissement de 1% du revenu entraîne un accroissement moins (resp. plus) que proportionnel de la demande. Les élasticités-prix croisées servent à repérer les biens substitués (élasticité croisée positive) ou compléments (élasticité croisée négative).

Le *point* est une unité de pourcentage. Par exemple, à partir d'une part budgétaire de 10%, -1 point signifie que la part passe à 9%.

ménage aux restaurants d'entreprise. Comme on pouvait s'y attendre, on trouve, par rapport au travail salarié à temps plein, des effets négatifs du travail à temps partiel et des statuts retraitées et chômeuses (respectivement -2, -4 et -2 points). De même, l'activité féminine indépendante induit un effet négatif non négligeable sur ces dépenses (-4 points). Parallèlement, lorsque la femme est au foyer, la part du budget consacrée par le ménage aux repas au foyer est favorisée au détriment des repas pris dans les cantines (notamment scolaires : -2 points).

Tableau 2 - Effets du coût d'opportunité du temps féminin sur les parts budgétaires des repas du ménage

	Restaurant				Cantine d'entreprise	Cantine scolaire	Domicile
	Déjeuners < 40 F	Déjeuners 40-60 F	Déjeuners ≥ 60 F	Dîners			
Statut professionnel (réf. salariée à temps complet)							
Femme au foyer	ε	-0,01	ε	0,01	-0,01	-0,02	0,03
Chômeuse	ε	ε	0,01	0,03	-0,02	-0,01	ε
Indépendante et aide familiale	0,01	0,02	0,03	0,05	-0,04	ε	-0,08
Salariée à temps partiel	-0,01	ε	0,01	0,01	-0,02	-0,01	0,01
Retraitée	ε	-0,01	ε	0,01	-0,04	0,01	0,04
Autres	ε	-0,01	-0,03	0,02	0,02	0,01	-0,01
Niveau d'éducation (réf. baccalauréat)							
Inférieur au bac.	ε	0,01	-0,01	ε	0,02	ε	-0,02
Supérieur au bac.	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	0,01	0,03

En gras : paramètres estimés statistiquement significatifs à un seuil $\geq 10\%$.

ε : paramètre estimé $< 0,005$.

En italique : catégorie de référence par rapport à laquelle doivent être interprétés les effets.

Le statut d'indépendante implique un budget familial supérieur en repas au restaurant

Ce statut, regroupant agricultrices, artisanes, commerçantes, aides familiales et professions libérales, est celui qui montre le plus grand nombre de corrélations avec les dépenses du ménage en repas à l'extérieur, quel que soit le lieu de restauration (hormis la cantine scolaire). Ainsi, l'activité indépendante de la femme a des effets positifs sur la part budgétaire de chaque type de repas au restaurant. Ils expriment clairement les contraintes spécifiques liées à ce statut professionnel et ses conséquences directes sur l'organisation domestique (+ 5 points pour les dîners; pour les déjeuners, ces effets positifs croissent avec le prix du repas, jusqu'à 3 points). Ils s'accompagnent d'un effet négatif sur la part des repas pris par le ménage au domicile (-8 points).

Des lieux de consommation alimentaire très sensibles à l'âge et au sexe

Les effets de la composition familiale sont différenciés selon l'âge et le sexe (non présentés ici). Une proportion élevée d'enfants et de jeunes (0-6 ans, 7-13 ans, 14-24 ans) entraîne une diminution des parts budgétaires consacrées par le ménage aux restaurants (dîners; déjeuners de prix moyen et cher). Simultanément, on observe la croissance de la part de la cantine scolaire. Cette augmentation varie selon le sexe des enfants : on la retrouve pour des proportions élevées de garçons, quel que soit leur âge, alors que pour des proportions élevées de filles, seule la catégorie des 7-13 ans provoque un effet similaire. On peut supposer que, du fait de la plus grande substituabilité des filles aux mères dans les tâches domestiques, les ménages avec une proportion élevée de filles comptent avec la spécialisation domestique de celles-ci. Ils limitent ainsi les dépenses de cantine scolaire et parallèlement enregistrent des effets supérieurs sur la part budgétaire des repas au domicile par rapport aux ménages ayant une proportion élevée de garçons.

Concernant la présence d'adultes, une proportion élevée d'individus âgés de 55 ans et plus a une influence positive sur la fréquentation des restaurants : pour les hommes il s'agit plutôt de déjeuners chers, pour les femmes ce sont des dîners.

Coexistence de plusieurs types de demande pour la restauration hors domicile

Cette analyse confirme que les repas hors domicile sont des biens nécessaires, quels que soient le lieu et le

moment de restauration. En outre, plusieurs types de demande de repas hors foyer peuvent être mis en évidence. En effet, les parts budgétaires consacrées aux déjeuners au restaurant de prix bas ou moyen ont des déterminants différents de ceux des déjeuners chers et des dîners au restaurant. Le premier segment de demande s'avère relativement peu affecté par les variables socio-démographiques et semble très contraint par les facteurs économiques. En comparaison, la consommation de déjeuners chers et de dîners au restaurant paraît incorporer des considérations non marchandes liées au loisir. Ce dernier type de consommation se révèle sensible aux variables socio-démographiques comme la présence dans le ménage d'individus âgés de 55 ans et plus.

Le coût d'opportunité du temps de la femme décrit par le statut professionnel et le niveau d'éducation affecte significativement la consommation de tous les types de repas. L'impact d'un coût d'opportunité élevé est illustré tout d'abord par l'effet positif de l'activité indépendante sur toutes les consommations de repas au restaurant, puis par l'influence du niveau d'éducation supérieur : corrélation négative avec les déjeuners bon marché au restaurant et positive avec la consommation à domicile. Lorsque la femme est au foyer, on observe logiquement des parts budgétaires moindre pour les repas dans les cantines et plus importante pour la consommation au domicile.

Cette diversité des modes de consommation alimentaire est le résultat de leur forte sensibilité à la combinaison de plusieurs facteurs. Le niveau de revenu du ménage joue davantage sur l'accès à certaines formes de restauration plutôt qu'à d'autres. Le statut de la femme par rapport au marché du travail et le type d'activité qu'elle y exerce impliquent des contraintes de temps et une gestion des responsabilités domestiques différentes. La composition familiale reflète l'hétérogénéité des ménages et ses effets différenciés selon l'âge et le sexe sur la consommation de repas.

Il n'est donc pas étonnant que, comme la consommation au domicile, les repas hors foyer s'avèrent être un bien hétérogène. Leur demande reflète notamment les effets de la séparation sociale selon le genre dans les activités professionnelles, dans le recours à des processus différents en temps et en coût pour la consommation de repas ainsi que dans les comportements sociaux réglant les lieux et les moments de restauration.

France Caillavet et Véronique Nichèle, INRA-CORELA, Ivry-sur-Seine
France.Caillavet@ivry.inra.fr - Veronique.Nichele@ivry.inra.fr

Pour en savoir plus

Becker, G. (1965). A Theory of Allocation of Time, *Economic Journal*, n° 75, pp 493-517.

Caillavet, F. et Nichèle, V. (2001). *Wives' Activity and Food-Away-From-Home Consumption Patterns : French Evidence*, 71ème séminaire de l'AEEA, Zaragoza, avril 2001.

Manon, N. (1993). Repas à l'extérieur du domicile en 1991, *INSEE Résultats, Consommation-Modes de Vie*, n° 56.

Yen, S. (1993). Working Wives and Food-Away-From-Home: The Box-Cox Double Hurdle Model, *American Journal of Agricultural Economy*, n° 75, pp 884-895.

Diffusion, abonnement : INRA Éditions, route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex France
Tél : 01 30 83 34 06 - Télécopie : 01 30 83 34 49

Abonnement d'un an (6 n°s): France 24 € ; Étranger 29 €. Paiement à l'ordre du régisseur INRA Éditions
Dépôt légal : 3ème trimestre 2002. Commission Paritaire n° 2147 ADEP.

Réalisation et impression : Suzanne Jumel et Jacky Debret, INRA ESR 65 Boulevard de Brandebourg, 94205 Ivry Cedex.